

Éditorial

DANS **ECOREV'** 2012/1 N° 39 , PAGES 2 À 3
ÉDITIONS **ASSOCIATION ECOREV'**

ISSN 1628-6391

DOI 10.3917/ecorev.039.0002

Date de mise en ligne : 29/12/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-ecorev-2012-1-page-2?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Association EcoRev'.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Pour un lecteur militant, comme celui d'*EcoRev'*, le Commun est un concept qui permet de dénoncer les processus de privatisation et de marchandisation des ressources naturelles - mais aussi de certains biens et services publics produits ou consommés collectivement, tout en reconnaissant la puissance de l'universel.

Déjà au Moyen Age, les conflits faisaient rage en Angleterre autour des droits coutumiers dont pouvaient se prévaloir les villageois sur les terres communales. Elevage, chasse, cueillette, ramassage du bois mort... le mouvement des Enclosures a stoppé net la vie collective de ces communautés pour nourrir l'exode rural et alimenter le capitalisme des villes en forces de travail. Nombre d'observateurs du monde économique actuel n'ont pas manqué de renouer le fil avec cette histoire pour établir un parallèle avec la situation présente. L'eau, la biodiversité (animale et végétale) mais aussi la connaissance, la culture sont devenus la cible privilégiée d'un capitalisme prédateur et rentier, soucieux d'"enclore" les droits d'usage de ces nouveaux "biens communs" pour mieux en capter les retombées.

Le Commun est victime aujourd'hui de la globalisation financière et de son corollaire, la crise de l'Etat-Nation, pour autant il serait bien réducteur de l'assimiler à un modèle économique alternatif de coopération et de partage des ressources naturelles, fût-il étendu aux biens immatériels.

C'est le parti pris de ce numéro que d'élargir la focale en montrant une autre facette du Commun, un Commun aux dimensions plus radicales et politiques :

- un Commun qui substitue à une logique de l'intérêt général géré sous la tutelle de l'Etat une logique d'autonomie du "vivre" et du "produire ensemble" ;
- un Commun qui fait de la monnaie et du système de crédit un moyen d'échange pour une circulation non marchande des produits et des activités ;
- un Commun qui oppose une logique politique de la décision collective fondée sur le consensus à un système oligarchique fondée sur la démocratie représentative.

Le Commun ne fait donc pas seulement rupture avec le modèle d'une société néolibérale du "tout propriétaire", c'est aussi un vaste champ d'expérimentations et de luttes politiques pour la conquête d'une vie sociale et collective autonome, écologique et démocratique.

En somme, le Commun est d'abord et avant tout une utopie concrète, un modèle politique qui pointe en ligne de mire les droits politiques du corps social à produire et vivre de ses différences. En un certain sens, le Commun contribue à relocaliser la politique, à la ramener au plus près des besoins, des aspirations et des singularités de chacun. C'est là un message dont il faut espérer que la Gauche, toute la Gauche, aura mesuré l'importance pour les années qui viennent.

La rédaction

A la mémoire d'Elinor Ostrom (1933-2012), première femme à obtenir un Prix Nobel d'économie (en 2009) pour ses développements sur la théorie des communs. Voir l'hommage d'Hervé Le Crosnier, p. 27.